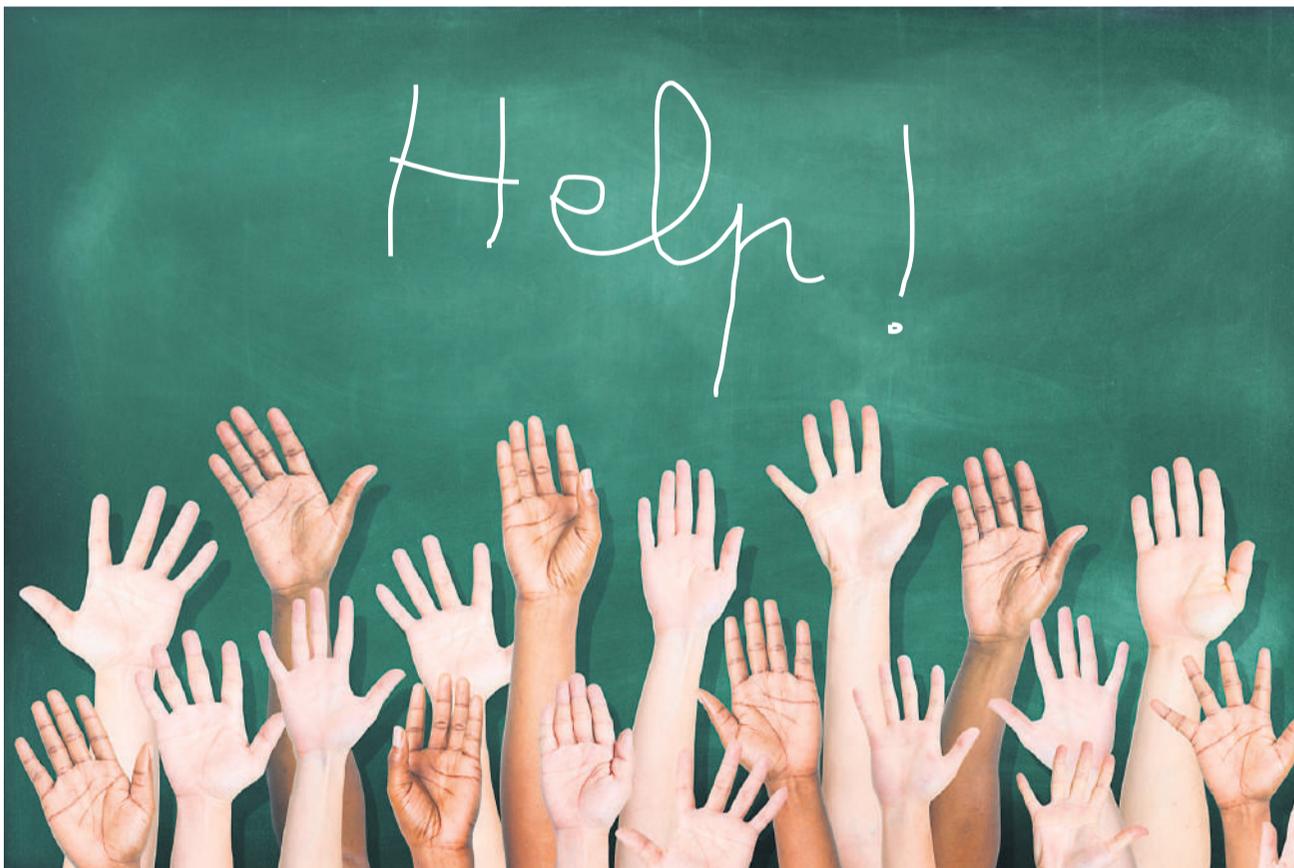




Ecole

La réforme plombée par les sureffectifs



Source: Fotolia

- Des classes jusqu'à 70 élèves!
- Grand déficit au niveau des enseignants et des infrastructures
- La situation aggravée par les départs à la retraite des profs non remplacés

Pages III à V

Le groupe Yassamine démarre son aventure africaine

UNE première pour un groupe scolaire marocain. Les Ecoles Yassamine viennent de décrocher un financement de plusieurs centaines de millions de DH du fonds Satya Capital Limited, du célèbre milliardaire soudanais Mo Ibrahim. L'investissement a pour objectif de permettre au groupe marocain d'étoffer son offre, mais surtout d'exporter son modèle vers d'autres pays africains. Pour commencer, le réseau d'écoles prévoit de s'agrandir au Maroc, avec de prochaines ouvertures d'établissements à Rabat, El Jadida et Kénitra. □

Page VI

■ Une première académie
du leadership *Page II*

■ C'est parti pour
Casablanca Hospitality
School *Page VII*

■ Formation: La logistique
séduit *Page VIII*

Former une nouvelle génération de leaders

■ **Morocco Leadership Academy (MLA) ouvre dès octobre**

■ **Des modules offerts dans des écoles publiques et privées**

■ **Un livret du jeune leader distribué dans tout le Maroc et des associations coachées**

25 ans, et des rêves plein la tête. Mohamed Amine Zariat fait partie de ces jeunes qui aspirent à changer leur environnement, en fédérant d'autres jeunes autour de différents projets de développement. Pour cela, quoi de mieux qu'une académie de leadership. «A travers les tournées dans les villes que je réalise dans le cadre de la caravane de TIBU, et qui a touché 24.000 élèves, je constate que les jeunes manquent d'ambition, de modèles et de sources d'inspiration», relève Zariat, également président de TIBU. Cette association, qu'il a fondée en 2010, a pour objectif d'encourager le développement personnel à travers le sport, et plus particulièrement, le basketball. Elle prévoit de créer bientôt des centres de proximité dans des quartiers chauds de Casablanca en partenariat avec l'Education nationale.

Morocco Leadership Academy (MLA), en préparation depuis deux ans, démarre dès début octobre. «Sa mission sera de transmettre aux jeunes les attitudes

I have a dream...

- 2011** Devenir ministre de la Jeunesse et des Sports
- 2012** Devenir 1er Marocain président de la NBA monde
- 2018** Ouvrir TIBU Campus
- 2019** Accueillir «NBA Africa Game» au Maroc
- 2020** Transformer TIBU en Organisation mondiale
- 2022** Insérer le modèle MLA à l'école marocaine
- 2023** Produire le 1er joueur marocain «by TIBU»
- 2024** Construire le Campus MLA
- 2030** Devenir 1er Marocain président de la NBA monde

Infographie L'Economiste

Rêver son avenir et vivre ses rêves, c'est la devise de Amine Zariat. Toutes ses ambitions, il les dessine sur un mur chez lui et y concentre toute son énergie. Une technique qu'il essaie d'apprendre à ses jeunes élèves pour les motiver et les encourager à se surpasser

et outils à même de leur permettre de développer leur potentiel et leur esprit de

leadership», explique Zariat. L'académie prévoit d'œuvrer à la fois dans le public et le privé. Pour commencer, quatre écoles publiques casablancaises bénéficieront gracieusement, une fois par semaine, de formations dans le leadership. «Mon rêve est que toutes les écoles publiques puissent intégrer ce programme, afin de faire émerger une nouvelle génération de leaders. Mais le challenge sera de former des formateurs», confie le jeune entrepreneur social. Le même programme sera proposé à des écoles privées, mais cette fois-ci, le service sera payant. En parallèle, l'académie espère attirer 80 jeunes de 12 à 16 ans pour s'inscrire à son centre, appelé à se transformer en campus dans les prochaines années, inspiré du modèle de l'African Leadership Academy en Afrique du Sud. En avril 2016, elle organisera un «leadership camp» en faveur de 100 jeunes participants de tout le Maroc. En juin de la même année, un «livret du jeune leader» sera distribué à grande échelle.

La MLA interviendra sur trois volets: l'engagement civique des jeunes, le leadership personnel et le développement à travers le sport. Avec des modules sur le civisme et la patrie, le networking, le lan-

Un CV bien garni

CELA fait cinq ans que Mohamed Amine Zariat, ex-joueur international de basketball au Wydad Athletic de Casablanca (2003 à 2011), sillonne le Maroc à la rencontre des jeunes. Son ballon de basket à la main, il essaie de transmettre les «valeurs nobles» du sport à une jeunesse en mal d'inspiration et de motivation. En 2013, il a fondé la première académie de basketball au Maroc, qui aura son propre complexe en 2018. Il a ensuite lancé la première école de basket pour jeunes (8-16 ans) sur fauteuil roulant, TIBU HandiBasket. En parallèle, il a créé un département dédié à la vie estudiantine et aux activités para-universitaires au sein de l'Université Internationale de Casablanca (UIC), où il a chapeauté pendant 3 ans près de 600 étudiants. Depuis un an, il gère le même département à l'université Mundiapolis.

Diplômé de l'ESG (bac+2 en gestion et finance), de l'université de Caen (licence en management des entreprises) et de l'Iscae (Master en management du sport), Zariat continue à développer ses compétences. En 2013, il a suivi le programme «International Visitor Leadership» du département des Affaires étrangères des Etats-Unis. Cette année, il a obtenu le certificat du «Séminaire résidentiel du Management & Leadership» de la célèbre Ecole Militaire de Saint-Cyr (Nantes). Il prévoit de postuler pour le programme de leadership de Harvard Business School, ainsi que pour le master spécialisé «leadership et projets innovants» de l'Ecole centrale de Casablanca. Le fondateur de TIBU et de MLA fait partie des «Espoirs Maroc 2014» de l'association TIZI. En 2012, il a été choisi parmi les Jeunes héros du Maroc par l'Usaid. □

cement de projets, la création de valeur, les plans de carrière, ... Ces mêmes modules seront aussi proposés à des écoles d'enseignement supérieur.

La MLA s'attellera également à former quatre associations de jeunes dans différents domaines, afin de leur transmettre ses best practices et d'en faire des associations leaders à l'image de TIBU dans le basketball.

Son ambition, devenir une référence en matière de leadership et de développement de talents, et promouvoir son concept à l'échelle africaine. □

Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

■ Des Marocains au Forum des jeunes à Hambourg

L'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), en étroite collaboration avec les associations Petits Débrouillards et Rasselbande le collectif WARN!, a récemment invité cent jeunes de France, d'Allemagne et du Maroc à prendre part au forum des jeunes intitulé «Prends ta planète en main». Un évènement qui s'inscrit dans le plan d'action «En route pour la COP21» que l'organisme a développé pour 2015 et dont l'objectif consiste à familiariser les participants aux enjeux du réchauffement climatique mondial. Au programme, des animations ainsi que des expositions.

■ Un observatoire du leadership marocain

A l'occasion de son vingtième anniversaire, Convergence, Cabinet leader dans le coaching des dirigeants, vient d'annoncer le lancement du Moroccan Observatory of Leadership (MOL), littéralement l'Observatoire du leadership marocain. S'adressant aux dirigeants exerçant au Maroc, aux managers en activité professionnelle ou encore aux acteurs politiques, le MOL comprendra des rencontres annuelles dotées de thèmes définis à l'avance. Objectif: mettre en évidence au moyen de débats et de témoignages les spécificités et les différentes tendances du leadership marocain et en établir la synthèse.

■ Studio M Casablanca à la 7e édition des Rencontres du Court

L'école Studio M Casablanca représentera cette année le Maroc lors de la 7e édition des Rencontres du Court, qui auront lieu du 25 au 27 septembre à Montpellier. Deux courts métrages seront notamment présentés lors de l'évènement par l'établissement: «Nicotine» réalisé par le lauréat Ghassane Bouhidou et «Platform» réalisé par le lauréat Mehdi El Khattabi. □

Des classes jusqu'à 70 élèves!

- **Le surpeuplement réduit la qualité de l'enseignement**
- **23 mesures prioritaires dans des établissements pilotes**
- **Fuites du bac: l'enquête toujours en cours**

PLUS de deux semaines après la rentrée des élèves aux écoles, le mystère des fuites des examens du bac de l'année dernière n'est pas encore élucidé. Rachid Benmokhtar a refusé de s'étaler sur le sujet, en se contentant d'indiquer que l'inspection générale a élaboré un rapport à l'issue de ses investigations. «Ce document a été transmis aux services de sécurité. Pour l'instant, nous ne pouvons pas donner plus de détails, dans la mesure où l'enquête est toujours en cours», a-t-il avancé lors d'une conférence de presse sur la rentrée scolaire. Le ministre a mis l'accent sur les principales données de cette nouvelle saison, qui s'annonce sous le signe du surpeuplement des classes. Dans certaines écoles, le nombre d'élèves par classe peut atteindre jusqu'à 70, a reconnu Benmokhtar. Cela est dû, selon lui, à une série de facteurs, dont la pression démographique dans certains quartiers, le manque de salles de cours ou de ressources humaines. Surtout «avec les vagues de départ à la retraite des enseignants face à la difficulté d'avoir de nouveaux postes budgétaires», a expliqué le ministre. Néanmoins, il a avancé que cette situation «concerne un nombre limité d'établissements». Des mesures ont été lancées pour atténuer l'ampleur de ce problème qui nuit gravement à la qualité de l'enseignement. Il s'agit notamment du redéploiement du surplus d'enseignants dans certaines académies. Près de 7.000 enseignants sont concernés par cette opération.

Globalement, cette rentrée, les écoles ont accueilli plus de 6,8 millions d'élèves, en hausse de 3,6% par rapport à l'année dernière. Le nombre des nouveaux inscrits à la première année du primaire s'élève à 676.376, soit une augmentation de 3,9% par rapport à l'année précédente. Le nombre d'établissements est également en hausse de 1,5% pour s'établir à 10.805, dont 819 nouvelles écoles. Idem pour les enseignants dont le nombre est en hausse de 1,8% pour atteindre près de 230.000, dont 8.000 nouveaux instituteurs.

Cependant, au-delà des données chiffrées, le défi du département de l'Education nationale cette année est lié à la mise en œuvre de la nouvelle vision stratégique élaborée par le Conseil supérieur de l'éducation et de la formation.

plateforme pour engager une réforme radicale et profonde à moyen et long termes, dans le cadre de la vision 2030». Première mesure phare de ces actions prioritaires: l'amélioration du curriculum des quatre premières années du pri-

l'action pédagogique des enseignants lors des quatre premières années sur les compétences et les connaissances de base, et d'instaurer une évaluation systématique des acquis». Ces mesures concerneront 10% des établissements et devront bénéficier à 300.000 élèves, dans le cadre d'une expérience pilote avant de passer à la phase de généralisation. Cette action sera appuyée par «un renforcement des capacités des élèves des 5e et 6e années du primaire», a ajouté le ministre. Parallèlement, le département prévoit un relèvement des seuils de passage entre les niveaux et les cycles. Surtout que ce seuil a été inférieur à la norme requise, 5/10 dans le primaire et 10/20 dans le collège, lors des années précédentes. Le retour à la norme est prévu en 2017/2018. L'objectif est de garantir la maîtrise des acquis de base pour réussir le niveau ou le cycle suivant. C'est dans ce sens que s'inscrit l'initiative de lancement de cours de soutien gratuits aux élèves en difficulté dans l'ensemble des régions. Cela concerne l'arabe, le français, les maths et les disciplines d'éveil dans le primaire, et les mêmes matières dans le collège en plus de la physique, la chimie et les sciences de vie. □

M. A. M.



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Intégrer les métiers dès le primaire

LE Souverain l'a bien souligné dans son dernier discours: il est essentiel de couper avec les préjugés sur le système de formation professionnelle. Pour Rachid Benmokhtar, «dès le primaire, les élèves doivent être familiarisés avec différents métiers». Cela doit être complété par un parcours collégial professionnel, prévu dans les 23 mesures prioritaires. L'objectif est d'assurer «l'adéquation de l'enseignement au marché de l'emploi, à travers un niveau de qualification aux jeunes qui souhaitent accéder à la vie active à partir de l'âge de 16 ans», a expliqué le ministre. Plusieurs filières sont prévues au niveau de 15 collèges, dont la réparation des véhicules, la menuiserie métallique, l'électricité de bâtiment, la coupe-couture... Ce qui permettra notamment de réduire le taux d'abandon scolaire. Ceux qui souhaitent poursuivre leurs études, le parcours de baccalauréat professionnel, qui porte déjà sur des métiers comme l'automobile, l'aéronautique, l'agriculture, sera élargi à 17 nouvelles filières. Parallèlement, la nouvelle stratégie de formation professionnelle sera présentée en octobre prochain, a fait savoir le ministre. □

Benmokhtar a souligné que ses équipes ont déjà mis en place 26 projets et 23 mesures prioritaires, qui s'inscrivent dans la mise en œuvre de la réforme. Si les 26 projets sont en cours d'affinement, certaines mesures prioritaires sont déjà entrées en vigueur. Celles-ci visent à «améliorer le système éducatif à court terme», est-il indiqué. Pour le ministre, «elles constituent également une solide

maire, afin d'améliorer la maîtrise des connaissances de base. «C'est le moyen de faire face à certaines faiblesses identifiées», a-t-il dit. En effet, des études ont montré que plusieurs élèves sont dans l'incapacité de lire, écrire et calculer après quatre années d'études. Ce qui «montre que le modèle pédagogique est inadapté», a souligné le ministre. Ainsi, l'idée aujourd'hui est de «centrer

Amesip

Association Marocaine des Enfants en Situation Précaire s'investit depuis près de 20 ans sur le terrain auprès des enfants en situation difficile par des projets d'éducation et de formation concrets et utiles à notre société.

www.operationsoleil.org

Pour la soutenir, un seul geste suffit: un **DON** et vous donnez une chance à un enfant de nos quartiers de voir son avenir briller. Mobilisons-nous ensemble pour donner de la lumière et de l'espoir à nos jeunes en envoyant **HIBA** au **9779** pour les résidents au Maroc ou par virement à

AMESIP TAKAFOUL
Crédit Agricole Rabat-Agdal
RIB: 225 810 0151074776510101 84

Poste: DIRECTEUR COMMERCIAL

Entreprise industrielle leader sur son marché et opérant dans le secteur de l'hygiène souhaite, dans le cadre de son développement, recruter un Directeur commercial.

De formation supérieure en Gestion commerciale ou Vente, vous justifiez d'une solide expérience d'au moins cinq ans en tant que directeur commercial dans un secteur national au sein d'une entreprise commercialisant des produits de grande consommation.

En rapport direct avec la direction générale, vous aurez en charge la gestion de l'activité commerciale de l'entreprise. Vous définirez la stratégie commerciale en mettant en place l'organisation et les objectifs de vos équipes tout en formant vos collaborateurs. Vous serez également responsable de la mise en place des outils de veille et de reporting liés à l'activité commerciale.

Envoyer CV + lettre de motivation au journal
l'Economiste 70 Bd Al massira - Casablanca
sous la référence KJ 15/9

Pourquoi les classes sont en sureffectif

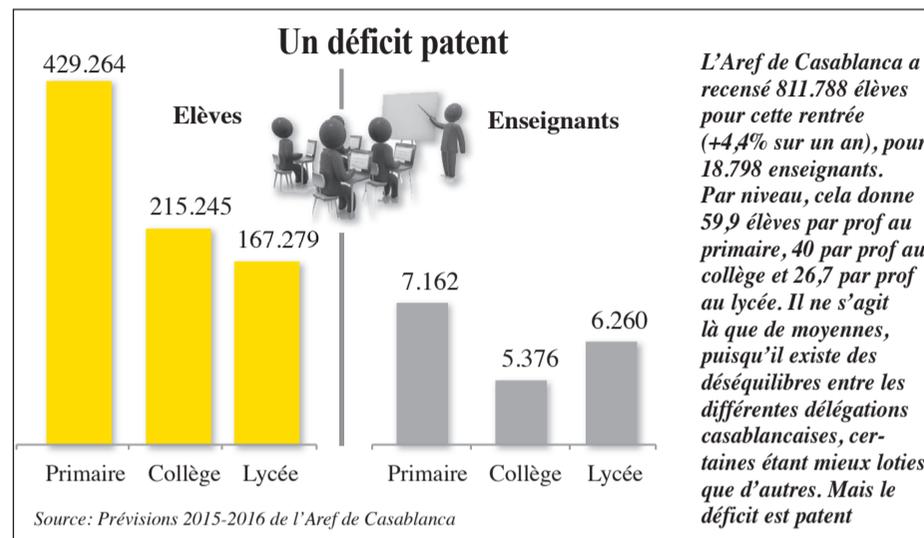


■ 916 départs de profs en retraite anticipée et à peine 270 recrutements à Casablanca

■ Les infrastructures aussi restent insuffisantes

■ Un centre qui se vide, des écoles qui ferment et une périphérie en surnombre

DES classes entre 40 et 50 élèves, voire plus, des parents qui s'indignent, des élèves qui subissent et un système qui continue de sombrer. C'est l'âpre réalité de l'école marocaine dans plusieurs régions. Cela fait des années que la situation se dégrade. Casablanca en est le cas emblématique. En 2003 par exemple, un record de 73 élèves a même été atteint au



primaire dans la commune de Dar-Bouazza. De quelle réforme et de quelle qualité parle-t-on dans des conditions pareilles?! Deux principales raisons sont derrière cette situation. D'abord, un déficit aigu en enseignants, dont beaucoup quittent chaque année le système. Cette année, Casablanca n'a reçu que 270 postes bud-

gétaires, alors qu'elle a enregistré 916 départs en retraite anticipée. Ce sont donc 646 profs qui ont cédé leur place et qui ne seront pas remplacés. Leurs ex-collègues toujours en service seront ainsi obligés de prendre plus d'élèves qu'il n'en faudrait.

Se rajoutent à cela des infrastructures insuffisantes. Les efforts déployés sur les dernières années restent en deçà des besoins. Avec l'exode rural, le recasement des ménages bidonvillois, la poussée dé-

à Casa-Anfa. Aïn Sebaâ, Aïn Chock et Ben Msik se vident également de plus en plus», témoigne un ex-directeur de l'Académie régionale de l'éducation et de la formation (Aref) du Grand Casablanca. Les enseignants de ces établissements obligés de mettre la clé sous la porte sont censés être envoyés en renfort en périphérie, mais cela n'est pas toujours évident. «Près de 75% de ces surplus d'effectifs sont des femmes. Ayant passé de nombreuses années dans la même structure, elles refusent d'être mutées ailleurs. Elles finissent par opter pour un départ anticipé», explique l'ancien responsable de l'Aref. Dealer avec les syndicats pour les mutations n'a jamais été facile. En témoigne le tollé soulevé par la dernière note du ministère de l'Education nationale prévoyant des mutations à l'échelle nationale, en vue de combler les déficits que connaissent certaines régions. «A Casablanca, nous nous mettions d'accord avec les syndicats pour des mutations pour une durée d'une année seulement, ce qu'ils acceptaient. Cela marchait plutôt bien. A mon avis, le ministère aurait dû laisser les Aref négocier cela à l'échelle

Offres ou Demandes d'emploi Bon de commande

à retourner à L'Economiste au
70, Bd. Massira Khadra - Casablanca
Tél.: 05.22.95.36.00 - Fax: 05.22.36.59.26

Nom:

Adresse:

Téléphone:

• Parution: **Mardi**

(prière d'écrire en majuscule)

.....
.....
.....
.....

• Demandes d'emploi

Règlement en espèces: 240 DH TTC pour 1 module / parution

1 module = 4 cm (H) x 6 cm (L)

• Offres d'emploi

Je joins mon chèque de 1.800 DH TTC pour deux modules / parution

2 modules = 8 cm (H) x 6 cm (L)

Les parades de l'Aref

FACE au déficit d'enseignants, l'Académie régionale de l'éducation et de la formation (Aref) du Grand Casablanca n'a d'autres choix que de trouver des parades. Sur les quinze dernières années, plusieurs mesures ont été prises. Augmenter le nombre d'élèves par classe, fusionner des groupes pour les travaux pratiques des matières scientifiques, faire passer des profs du primaire au lycée, redéploiement des profs entre délégations (parfois moyennant des mesures coercitives) ou même réduire l'enveloppe horaire de certaines matières. Généralement, ce sont le français, l'arabe et la philo qui trinquent. «Au début de la réforme en 1999, l'on a souhaité introduire la philosophie aux trois années du lycée. Mais faute d'enseignants, on s'en est passé dans le tronc commun, et très peu enseignée à la première année du bac. Du coup, la 2e année du bac, beaucoup d'élèves avaient des zéros», raconte un ancien directeur de l'Aref. Pour réformer, il faut d'abord s'en donner les moyens! □

mographique qui en a résulté et le taux de scolarisation qui frise les 100% au primaire, la demande dépasse de loin les capacités d'accueil fournies. Mais comment expliquer qu'en parallèle, des dizaines d'écoles publiques ferment leurs portes d'année en année à Casablanca? Avec le développement des pôles urbains périphériques, une bonne partie des ménages a migré en périphérie, vidant ainsi le centre de la ville. La population du centre étant de surcroît vieillissante, la demande de scolarisation a nettement baissé. «Le centre de Casablanca englobe plus de 70% des infrastructures scolaires, mais il est en train de se vider, à cause des mouvements vers la périphérie. Notamment à Sidi Moumen, Nouaceur, Mediouna, El Qods, Lahraouiyyine, ... A fin 2013, quelque 25 écoles ont fermé, uniquement

régionale», estime un deuxième ex-directeur de l'Aref de Casablanca.

Qu'il s'agisse de construction d'écoles ou de formation, de recrutement et d'encadrement des profs, il reste encore beaucoup à faire. C'est en tout cas le b.a.-ba de la réforme. Comment parler de mise à niveau du rendu du système dans des classes encombrées, avec des enseignants dépassés, mal formés et mal encadrés? Des enseignants dont beaucoup exercent en même temps dans le privé, ou se surinvestissent dans les cours particuliers, au détriment de leur devoir à l'école publique. □

Ahlam NAZIH



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

A Casablanca, situation très tendue

■ Forte pression sur les quartiers périphériques notamment

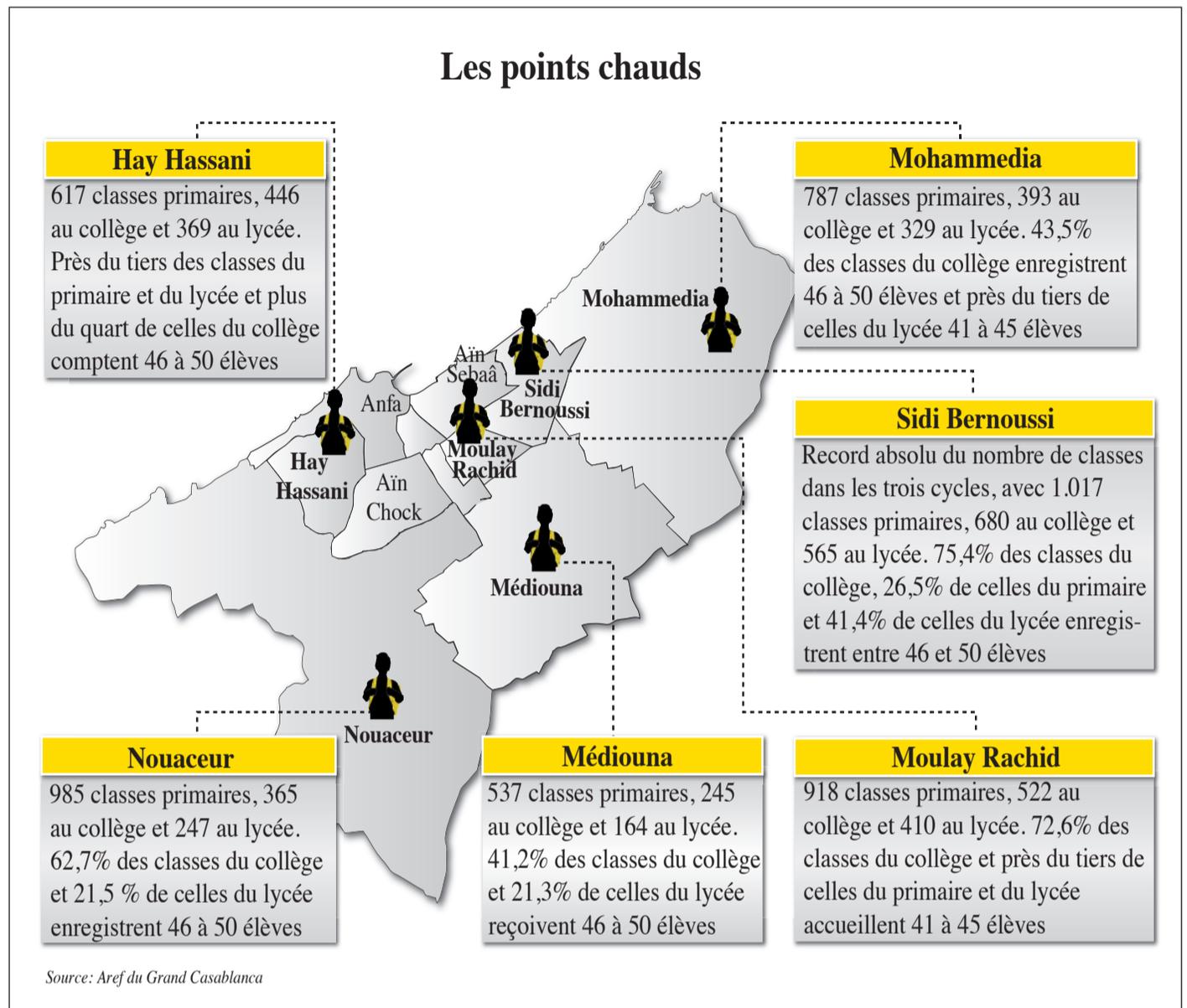
■ La tutelle temporise la crise

■ Déficit en sanitaires aussi

IL existe bien des cas d'encombrement réels dans les classes à Casablanca, mais ils restent «limités». C'est en substance la réaction de l'Académie régionale de l'éducation et de la formation (Aref) du Grand Casablanca à la question des sureffectifs, et aux plaintes que cela a suscité chez les parents d'élèves durant les derniers jours. L'Aref soutient en outre qu'il existe des cas «d'encombrement artificiels» qui sont enregistrés chaque année à la rentrée. «Nous n'avons pas encore les chiffres définitifs, puisque les inscriptions sont toujours en cours. Tout ce dont nous disposons, ce sont des prévisions tirées de quelques hypothèses de base. Les statistiques réelles nous les avons généralement vers fin novembre», tient à préciser Malika Kna, chargée de la direction de l'Académie. Parmi les hypothèses, que tous les élèves inscrits en 2014-2015 réintègrent l'école cette année, et que les élèves du privé bénéficient tous d'une place dans le public. Cela permet de prévoir le scénario le plus «pessimiste» afin de parer à toute éventualité. Les chiffres, sur les papiers, se trouvent ainsi un peu «gonflés», arrivant parfois à 52 élèves par classe. Mais en réalité, tous les élèves ne se réinscrivent pas forcément.

Chaque année, 12.000 élèves quittent définitivement l'école à Casablanca, dont les deux tiers entre les deux années du bac. «Nous ne savons pas ce qu'ils deviennent. Le ministère est en train de travailler sur une base de données avec la Formation professionnelle pour essayer de faire le suivi», relève Kna. Par ailleurs, la quasi-totalité des élèves poursuivant leur cursus dans le privé y restent.

En début d'année, les listes des élèves dans les établissements scolaires ne sont pas actualisées. Les demandes de mutation des élèves entre établissements ne sont pas non plus prises en considération. «Dans certains cas, les directeurs



d'écoles demandent aux parents désireux d'inscrire leurs enfants, suite à un déménagement ou toute autre raison, de remplir des formalités administratives, et cela est interprété comme un refus», rajoutent les responsables de l'Aref.

L'Académie ne nie, toutefois, pas les pressions exercées sur les périphé-

ries qui ont connu un accroissement démographique important les dernières années. C'est le cas de Nouaceur, Hay Hassani, Sidi Bernoussi, Mohammédia, Hay Moulay Rachid ou encore Médiouna. Tandis que d'autres se vident, surtout Casa-Anfa, El Fida-Mers Sultan et Aïn Sebaa-Hay Mohammadi, en rai-

son du vieillissement de la population et de la migration vers la périphérie. Pour parer à cette situation, des efforts ont été consentis en matière d'infrastructures, même s'il reste encore beaucoup à faire dans le domaine.

Oui, même à Casablanca il existe encore des écoles sans toilettes ou avec des sanitaires «impraticables». Aussi curieux que cela puisse paraître, cela fait partie des causes d'abandon scolaire, notamment pour les petites filles. La tutelle déploie des efforts en matière d'infrastructures, mais ils sont toujours insuffisants. Cette année, par exemple, 22 nouveaux établissements scolaires ont été ouverts dans les pôles urbains où il y a le plus de demande, dont 14 pour le primaire, 4 pour le collège et 4 pour le lycée. 17 des 22 établissements seront ouverts à Nouaceur, Médiouna et Mohammédia. Ces écoles pourront-elles, cependant, bénéficier des ressources humaines nécessaires? Là est la question... □

Ahlam NAZIH

Les collèges, les plus surchargés

Niveau	Nombre total des classes	Classes de - de 24	Classes de 24-40	Classes de 41-45	Classes de 46-50	Classes de 51 et +
Primaire	6.842	2,30%	62%	22,20%	12,80%	0,01%
Collège	4.106	0,10%	24,90%	32,80%	40,70%	0,01%
Lycée	3.426	2,40%	45,80%	15,90%	26,40%	0,09%

Source: Prévisions 2015-2016 de l'Aref de Casablanca

Les collèges casablancais sont ceux qui enregistrent le plus d'élèves par classe. Le tiers des salles de cours accueillent 41 à 45 élèves, et 40,7% comptent 46 à 50 élèves. En d'autres termes, 73,5% des classes du collège rassemblent 41 à 50 élèves, contre 42,3% pour le lycée et 35% pour le primaire. Les classes de plus de 51 élèves sont, en effet, marginales par rapport au total, mais elles concernent un nombre non négligeable de jeunes qui pourront être confrontés à des conditions de scolarité qui ne sont pas optimales cette année. Entre les trois niveaux, 429 classes accueillent plus de 51 élèves (44 au primaire, 60 au collège et 325 au lycée). Cela représente au minimum 21.876 élèves

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Les Ecoles Yassamine à la conquête de l'Afrique

■ Un projet de croissance soutenu par le fonds Satya Capital

■ Au niveau national, de futures ouvertures à El Jadida, Kénitra et Rabat

■ Soutien du ministère de tutelle qui encourage ce genre d'initiatives

L'AVENTURE africaine démarre pour les Ecoles Yassamine. Le groupe scolaire marocain vient de bénéficier de la confiance du célèbre milliardaire soudanais, Mo Ibrahim, à travers son fonds d'investissement Satya Capital Limited. La société de gestion axée sur l'Afrique est d'ailleurs alliée à un poids lourd de l'investissement qui gère plus de 7 milliards de dollars en actifs et de capital engagé: TPG Growth.

Le groupe souhaite rester discret sur le montant précis de l'investissement (évalué à quelques centaines de millions de dirhams). Cette alliance a pour objectif d'accompagner le groupe marocain à se développer et améliorer la qualité de son offre d'éducation mais aussi à s'exporter vers d'autres pays d'Afrique. Il s'agit d'une première pour un établissement d'enseignement scolaire privé. Le réseau devrait s'élargir au niveau national dans un premier lieu à El Jadida, Kénitra et Rabat. Selon des sources proches du dossier, Ahmed Benyahia, PDG des



Particulièrement impliqué dans l'investissement en Afrique, l'homme d'affaires anglo-soudanais, Mohamed «Mo» Ibrahim (à droite), vient de choisir Les Ecoles Yassamine, dirigées par Ahmed Benyahia, pour accompagner le groupe dans son développement et son internationalisation (Ph. AB)



Ecoles Yassamine négocierait actuellement des acquisitions d'écoles dans un pays africain.

Du côté de Rabat, l'annonce a été bien accueillie. «C'est une bonne nouvelle de savoir que les écoles marocaines développent leurs modèles et grandissent. Nous encourageons les acteurs à atteindre une taille critique et se développer sous forme de réseau et non en forme de petites écoles», estime Marzaki Bendaoud, Directeur de l'enseignement privé et du préscolaire au ministère de l'Education nationale. La logique est simple: plus la taille est grande plus le groupe a la capacité d'aller plus loin dans la recherche et l'expérimentation pédagogique, selon lui.

De plus, un groupe d'une taille critique sera capable de contractualiser avec le ministère de tutelle la formation de ses ressources humaines. «Ils pourront demander aux directions concernées

leurs besoins d'enseignants et celles-ci peuvent en former à la carte ou selon les mêmes normes utilisées pour le public», ajoute Bendaoud.

En tout cas le ministère de tutelle est disposé à offrir le soutien nécessaire à ce partenariat. TPG et Satya travailleront en étroite collaboration avec le PDG des Ecoles Yassamine, Ahmed Benyahia

Certification

LES Ecoles Yassamine disposent d'une riche expérience dans le secteur. Existant depuis 1986, le groupe ne comptait qu'un seul établissement jusqu'en 2004. Depuis, les ouvertures se sont succédées. Aujourd'hui, c'est un réseau qui compte cinq entités dont trois à Casablanca et deux à Berrechid allant de la maternelle jusqu'aux classes préparatoires aux grandes écoles. Le groupe compte 6.000 élèves et 700 professeurs. C'est également l'un des rares établissements à avoir doté l'un de ses locaux (à l'Oasis, à Casablanca) d'une certification ISO 9001 V2000. □

hia pour lui donner les moyens d'arriver à ses objectifs et offrir à ses élèves une éducation conforme aux standards internationaux. □

M. L.

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

■ Supinfo publie les résultats d'une étude sur ses lauréats

Les étudiants lauréats de Supinfo Maroc accèdent à des débouchés professionnels intéressants. C'est en tout cas ce qui ressort d'une étude récemment menée par Supinfo Maroc dont les résultats viennent d'être publiés. L'étude, menée auprès des lauréats de la promotion 2014, indique que 54% des lauréats sont en poste au Maroc, que 17% travaillent à l'étranger, que 3% sont devenus entrepreneurs et que 17% ont choisi de poursuivre leurs études. Des chiffres intéressants qui ont été publiés au cours de la cérémonie de remise des diplômes qui s'est tenue le 17 septembre dernier et qui a été organisée par Supinfo Maroc. Le document dévoile que bon nombre de banques, d'assurances et de sociétés spécialisées dans les nouvelles technologies ont embauché des lauréats de l'institut, se voyant confier des postes d'ingénieurs en développement, d'ingénieurs en systèmes et réseaux ou encore de chefs de projet d'administrateur de réseaux ou de consultant en infrastructures. Du côté des étudiants, la grande majorité d'entre eux a déclaré avoir été satisfaite des formations dispensées et des diplômes délivrés.

■ Un prix de l'innovation pour les médias

L'Organisation internationale de la francophonie, la radio française RFI et Reporters sans frontières viennent de lancer le «Prix francophone de l'innovation dans les médias» qui sera remis en mars 2016. Il est destiné à l'ensemble des médias des 57 Etats et gouvernements membres de la Francophonie ayant conçu des offres innovantes intégrant les nouveaux moyens d'accès à l'information. Le prix en question, qui récompensera avant tout les contenus et les usages de ces médias, comprendra un jury constitué de représentants des partenaires ainsi que de personnalités issues du monde des médias francophones. Les lauréats bénéficieront d'une dotation de 10.000 euros pour le premier prix, de 6.500 euros pour le second prix et de 3.500 euros pour le troisième prix. Les candidatures seront disponibles jusqu'au 15 décembre sur les sites Internet des trois organismes.

■ Un nouveau centre pour le British Council

Le British Council de Rabat vient d'inaugurer son nouveau centre d'apprentissage pour jeunes apprenants en collaboration avec l'école Khalil Gibran. Un centre de pointe doté de salles de cours modernes, d'un environnement sécurisé et d'un programme de calibre international. □

DEMANDES & OFFRES D'EMPLOI

<p>Formation en expertise comptable</p> <p>25 ans d'expérience en entreprises, cabinets de conseil et banques. Cherche poste à temps partiel ou mission de restructuration comptable, financière et organisation. Suivi de financement.</p> <p>D274</p> <p>Tel : 06 61 91 01 28</p>	<p>JH 22 ANS</p> <p>BAC + 2 Diplôme en technicien spécialisé en production graphique I.S.A.G. Cherche poste dans imprimerie.</p> <p>DLSG</p> <p>Tel: 06 52 37 06 62</p>
<p>J.F 31 ANS</p> <p>Diplôme technicien spécialisé à l'ISTA Option : Secrétaire de direction. Pls stages et embauches : Secrétaire commerciale, standardiste, factur., import... Cherche poste stable</p> <p>DNLG</p> <p>Tel 0606 95 48 71</p>	<p>JH 36 ans - Infographiste</p> <p>11 ans d'exp. maîtrise logiciels sur Mac: InDesign, Quark, photoshop, Freehand, Illustrator, ... Cherche poste Free-lance</p> <p>DGML</p> <p>GSM : 06 63 50 77 81</p>

Casablanca Hospitality School ouvre fin septembre

■ Formation des enseignants et audits prévus par l'Ecole hôtelière de Lausanne

■ Des conventions avec des chaînes hôtelières et la CNT en vue

■ Peu de coordination entre les écoles publiques et privées

C'EST parti pour Casablanca Hospitality School (CHS). L'école hôtelière ouvrira ses portes à sa première promotion d'étudiants fin septembre. L'inauguration officielle de l'établissement a eu lieu jeudi dernier, en présence du ministre du Tourisme, Lahcen Haddad et de plusieurs personnalités du secteur.

CHS se veut proche des professionnels. «Nous misons sur une approche pédagogique dynamique, avec des activités de recherche appliquée en collaboration avec l'industrie», confirme son fondateur, architecte de renom et serial investisseur éducatif, Aziz Lazrak. Plusieurs accords sont ainsi prévus, avec la Confédération nationale du tourisme (CNT), des chaînes hôtelières, ainsi qu'avec l'Institut supérieur international de tourisme de Tanger (Isitt). Formation pratique, recherche, mobilité des étudiants, échanges d'enseignants à l'international, diversité culturelle, interventions d'experts mondiaux, séminaires internationaux, cycles de formation continue, ... ce sera la recette de CHS pour former une nouvelle génération de professionnels de l'hospitality.

L'établissement opérera sous le conseil académique de l'Ecole hôtelière de Lausanne (EHL), numéro un mondial. Il pourra également bientôt décrocher sa certification. «Dès début octobre une formatrice viendra former les enseignants de CHS à notre manière de transmettre notre savoir et notre état d'esprit. Des audits seront par la suite organisés pour nous assurer de la qualité des enseignements délivrés», précise André Mack, directeur de Lausanne Hospitality Consulting. LHC est la filiale de l'EHL en charge de transmettre, à travers le monde, le savoir-faire de la célèbre école créée en 1893 par la Société suisse des hôteliers.

LHC a déjà tenté d'œuvrer au Maroc de par le passé, mais le projet n'a jamais abouti. «Nos éventuels partenaires doivent d'abord réussir à nous convaincre. Ce que Aziz Lazrak a pu faire grâce à sa passion. Il faut aussi partager nos valeurs», souligne Mack. Le modèle de l'EHL repose sur cinq piliers: La sélection



CHS, inaugurée jeudi dernier, est la seule école hôtelière à Casablanca à disposer d'un hôtel d'application, d'un restaurant pédagogique et d'une résidence estudiantine (Ph.L'Economiste)

tion d'étudiants passionnés, des enseignants combinant excellence académique et connaissance approfondie du secteur, des liens étroits avec l'industrie, des in-

frastructures adaptées et un cursus soigneusement pensé.

CHS rejoint ainsi la centaine d'écoles privées spécialisées au Maroc, sans compter les 15 établissements relevant du ministère du Tourisme et la trentaine d'instituts de l'OFPPPT. «Il n'y a malheureusement pas de coordination entre les différents opérateurs. Il existe un mur entre le public et le privé qu'il faut casser», relève Lahcen Haddad qui se dit prêt à ouvrir le capital des écoles publiques. L'offre de formation reste aussi insuffisante pour répondre aux besoins du secteur qui ambitionne de passer de 500.000 à 1 million d'emplois d'ici 2020. □

A. Na

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

«Combiner art et science, notre secret»

■ La formation par apprentissage peut garantir une belle carrière

■ Jusqu'à 98% de taux d'insertion professionnelle pour les universités des sciences appliquées

■ L'Afrique, un continent où l'EHL souhaite se positionner en force

- L'Economiste: La politique de l'EHL est de certifier des écoles et non de s'installer en propre. Vous choisissez toujours un établissement par pays?

- André Mack: Nous choisissons une école par pays ou même par région. Au Moyen-Orient, par exemple, nous avons une école à Beyrouth et une à Dubaï. Nous estimons que la région n'a pas besoin de plus. Par contre, en Chine ou en Inde, il est possible d'avoir deux ou trois écoles. En Afrique, nous avons une grande école à Alger qui existe depuis un an. Elle vient d'accueillir il y a quelques jours 133 étudiants pour sa deuxième année. Maintenant, l'Algérie a sa propre réalité, différente du Maroc.

- L'Algérie n'est pas un pays touristique...

- En effet, mais elle peut le devenir, le potentiel est là, c'est un très beau



André Mack, directeur de Lausanne Hospitality Consulting: «Nous essayons d'être toujours en phase avec ce qui se pratique de mieux dans l'industrie et de le transmettre à nos étudiants» (Ph. LHC)

pays. Nous préférons être les premiers à les accompagner. Nous avons aussi travaillé au Nigéria sur un projet qui ne s'est pas concrétisé, mais là, ça redémarre. L'hôtellerie au Nigéria est complètement embryonnaire, mais c'est en train de se développer. Nous travaillons également sur des projets au Kenya, en Angola, ... L'Afrique est un continent qui requiert beaucoup de nos ressources afin de transférer notre compétence.

- Quel est le secret de l'EHL pour rester numéro un pendant tellement d'années?

- C'est d'être toujours en phase avec ce qui se pratique de mieux dans l'industrie et de le transmettre à nos étu-

dants. Nous complétons cela avec de la rigueur académique. Sur notre campus, nous combinons à la fois art et savoir. L'art de ce métier, qui se traduit par des cours de cuisine, de service, d'accueil, et toute cette notion d'embrasser le client. Et la science, liée au management, à la finance et à la stratégie à long terme.

- Comment la formation professionnelle réussit-elle à séduire les jeunes en Europe du Nord?

- Les pays européens, surtout germanophones, se sont construits grâce à la formation duale (par apprentissage), c'est-à-dire, aussi bien pratique que théorique. Les grands leaders de l'industrie d'il y a 30 ans, ceux qui ont fait l'Europe, provenaient tous des apprentissages et non des universités. L'histoire a montré que cette combinaison entre l'art et la science était la bonne. Les jeunes et les parents sont convaincus que ce genre de formation peut leur garantir une carrière. C'est pour cela que nous avons le système des universités des sciences appliquées, à côté des universités purement académiques. Ce système a d'abord été mis en place par l'Allemagne et l'Autriche. La Suisse l'a ensuite repris. Ces universités attirent énormément d'étudiants. Elles atteignent un taux d'insertion professionnelle de 95 à 98%, contre 50 à 60% pour les universités traditionnelles. Les formations, aussi bien d'apprentissage que technique (vocational schools), peuvent ensuite mener, à travers des passerelles, à une formation universitaire. □

Propos recueillis par
Ahlam NAZIH

Formation continue

La logistique séduit les bac+2

■ **Les étudiants penchent pour les filières Marketing et gestion RH**

■ **Certaines écoles accordent des crédits contre des chèques en bois comme garantie**

«**A**VEZ-VOUS des filières de logistique?» C'est principalement la question qu'ont reçue le plus les représentants des établissements d'enseignement supérieur réuni du 17 au 20 septembre dernier à la Foire internationale de Casablanca pour le Forum international des bac+2 et bac+3. «Cela s'explique par l'essor que connaît le secteur au niveau national. Etant donné que les bac+2, bac+3 connaissent un peu plus le marché de travail, ils s'adaptent à ses besoins», indique un responsable à Mundiapolis. Les étudiants ne sont pas les seuls à s'être adaptés à cette nouvelle tendance du marché du travail. Les établissements se sont également mis à proposer des formations de cours de soir ou en week-end pour satisfaire les besoins pour cette

catégorie d'étudiants/salariés. La grande majorité des 250 écoles exposant au forum propose cette formation.

Après la logistique, arrivent les filières «business». Par exemple, à Mundiapolis comme à l'ESCA, l'on s'intéresse surtout aux Mastères Marketing et gestion des ressources humaines. L'université Al Akhawayne par contre met en

sionnelles dans la plupart des filières. Globalement, l'offre est répartissable en deux catégories. Des formations, licence et mastère professionnels dans les filières techniques, assurées par des établissements comme l'école nationale supérieure d'électricité et mécanique. Et les filières «business» dans lesquelles les ENCG se distinguent. Là aussi,

tions n'est toutefois pas suivie par les banques. «En plus d'être chères, les offres de crédits pour l'enseignement sont très mal vendues et ne ciblent que les étudiants alors que dans la majorité des cas, ce sont les parents qui s'occupent de la facture», estime un responsable marketing d'une école privée. En plus des frais de dossiers, les taux d'intérêt varient selon les banques de 5,95 et 6,5% hors taxes. Ce qui n'est pas particulièrement encourageants pour des jeunes bac+3 en début de carrière. Pour la plupart des étudiants, le financement se fait sur fonds propre ou avec l'aide des parents. Les cas où l'entreprise participe à la formation de leurs salariés restent quand même rares. Reste que les établissements se sont adaptés à cette situation et proposent des paiements par tranches mensuelles ou trimestrielles selon la capacité du candidat. Certaines écoles vont jusqu'à rallonger le paiement en dehors de la période de la formation contre une garantie, souvent prenant forme de chèque en bois !

Mehdi LAHDIDI

La garantie de la CCG

LES prêts à l'enseignement ne séduisent pas les étudiants malgré l'effort qui a été déployé pour renforcer l'offre. En 2008, la Caisse centrale de garantie a lancé en 2008, un fonds de garantie des prêts pour des étudiants poursuivant leurs études dans des filières précises. Il finance des frais d'inscription et/ou de scolarité pouvant atteindre 100%, dans la limite de 250.000 DH sur des durées pouvant aller jusqu'à 144 mois, tout en bénéficiant d'une exonération de la TVA pour le financement des études dans un établissement supérieur privé au Maroc. □

avant ses MBA commerce et finances. L'université basée à Ifrane dispose en effet d'une antenne à Casablanca où sont dispensés des cours de soir et de week-end. Le prix total d'un mastère ou MBA dans une de ces écoles coûte autour des 100.000 à 150.000 DH l'année.

L'offre publique occupe elle aussi une place importante. Plusieurs universités proposent des formations profes-

sionnelles de Marketing et gestion qui attirent le plus d'étudiants. En plus de la bonne réputation dont ils jouissent auprès des professionnels, ces établissements se distinguent également à travers leurs prix bien plus bas que leurs «concurrents privés». Les deux années de mastères coûtent ainsi entre 60.000 à 50.000 dirhams.

L'abondance de l'offre de forma-

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Votre calendrier de formation

■ **Pratique de la comptabilité et fiscalité générale et immobilière, travaux d'inventaire, déclarations fiscales, états de synthèse et gestion fiscale de la paie**

Date : septembre-octobre
Tél. : 05.22.24.64.65

E-mail : m.chorfi@menara.ma
■ **Responsable d'audit Irca Iso 22000: 2005**

Date: 28 septembre - 2 octobre
E-mail: Hajar.Messoudi@sgs

■ **Cycle: Directeur financier, chef comptable, contrôle de gestion, trésorerie, etc.**

Date : Octobre
Tél.: 05.22.48.65.79

E-mail: audina@menara.ma

■ **Cycle certifiant ICF de formation de Coach**

Coaching Ways International
Date : 1, 2, 3 et 4 octobre
Tél : 05.22.26.40.81

E-mail: aidouch@abacus.ma

■ **Manager coach**

Date : 1-2 octobre
Tél. : 05.22.45.12.72

E-mail : acting@acting.ma

■ **Maîtriser les différentes techniques de recrutement**

Date : 1-2 octobre
Tél. : 05.22.62.90.35

E-mail : contact@nghdevelopment.com

■ **Mieux comprendre les enjeux et rôles de la fonction RH**

Date : 1-2 octobre
Tél. : 05.22.62.90.35

E-mail : contact@nghdevelopment.com

■ **Exigences et démarche des normes Iso 9001 v. 2008**

Date : 5-6 octobre
Tél. : 05.22.45.12.72
E-mail : acting@acting.ma

■ **Version 2015, les nouvelles exigences de l'Iso 9001**

Date : 7-8 octobre
Tél. : 05.22.45.12.72

E-mail : acting@acting.ma

■ **Iso 14001 v 2015: Préparer la transition de votre SME**

Date : 7 au 9 octobre
Tél: 05.22.94.55.33

E-mail: Khansaa.ghafar@afnor.org

■ **Audit Iso 22000**

Date : 7 au 9 octobre
Tél: 05.22.94.55.33

E-mail: Khansaa.ghafar@afnor.org

■ **Fusions acquisitions: 100 premiers jours**

Date : 8 octobre
Tél: 05 22 23 74 85
ou 06 66 38 74 50

E-mail : info@amic.org.ma

■ **Structurer les projets par des phasages pertinents et des comités de pilotage à valeur ajoutée**

Date : 8-9 octobre
Tél. : 05.22.62.90.35

E-mail : contact@nghdevelopment.com

■ **Audit interne selon l'Iso 19011 (qualité, environnement)**

Date : 8-9 octobre
Tél. : 05.22.45.12.72

E-mail : acting@acting.ma

■ **Auditeur qualité Irca - Qualification d'auditeur tierce partie Iso 9001**

Date : 19 au 23 octobre
Tél: 05.22.94.55.33

E-mail: Khansaa.ghafar@afnor.org

■ **Tableau de bord et déploiement des objectifs**

Date : 26 au 27 octobre

Tél: 05.22.94.55.33

E-mail: Khansaa.ghafar@afnor.org

■ **Cycle certifiant à l'Ennéagramme**

Date : Novembre
Tél : 05.22.26.40.81

E-mail: aidouch@abacus.ma

■ **Entreprises sous tension: traitement des difficultés financières, juridiques et sociales**

Date : 25 novembre
Tél: 05 22 23 74 85

ou 06 66 38 74 50

E-mail : info@amic.org.ma

Contact:

Mohamed EL OUADI IDRISI
melouadi@leconomiste.com